

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
**Chapitre 1**

**Les journalistes de l'environnement**

**Portraits et états d'âme**

Qui sont les journalistes spécialisés en environnement? Qui sommes-nous? Et comment vivons-nous notre métier? Voilà ce que nous cherchions à savoir au printemps 1997 lorsque nous avons envoyé un questionnaire détaillé (1) et indiscret à l'ensemble des membres de notre association. Ce chapitre retransmet et analyse leurs réponses, leurs réactions et leurs déceptions. Portrait en pied, coup de projecteurs sur leurs réussites, leurs échecs et leur situation au sein de leur rédaction.

**1- Un peu d'histoire**

**Une si longue marginalité...**

Au début, c'est-à-dire bien avant que les mots "environnement" et "écologie" ne fassent leur entrée dans les colonnes des journaux, les premiers journalistes se consacrant à la "défense de la nature" devaient ruser. Un peu avec les lecteurs, et beaucoup avec leurs rédactions en chef. Le cas le plus connu et le plus exemplaire est celui de Robert Wolf, dit "Roby", qui a tenu à partir de 1952 et pendant des années la

(1) voir en annexe

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
rubrique "pêche" de *France-Soir*. Par le biais de cette spécialisation, au nez et à la barbe de Pierre Lazareff qui n'aurait pas accepté une chronique sur la pollution mettant en cause un milieu économique-politique qu'il fréquentait, Roby mêlait habilement les informations sur le sport-loisir dont il était un fervent adepte, et celles sur le mauvais état des rivières qui contrariait de plus en plus l'exercice de ce sport. Les pêcheurs se retrouvaient ainsi en première ligne pour protester contre les pollutions affectant les rivières. Un jour, Roby fit patronner par *France-Soir* un concours de pêche organisé à son initiative à Paris. Et ce qu'il subodorait se produisit: aucun des concurrents ne prit un poisson! Motif évidemment avancé: la pollution de la Seine, qu'il pu décrire en long et en large dans un quotidien qui frisait encore à l'époque le million d'exemplaires chaque jour... Le plus drôle, c'est qu'à la même époque, un autre journaliste faisait exactement la même chose dans *l'Humanité*.

Plus tard, d'autres journalistes, dans d'autres journaux, utilisèrent les mêmes stratagèmes pour amener le public aux thèmes qui leur étaient chers. Ils commençaient par des papiers ou une rubrique sur les animaux et aboutissaient, après quelques efforts, à une rubrique "environnement", donc à ce qui concernait, aussi, directement l'homme.

Car, pendant bien longtemps, la nature, l'écologie et l'environnement n'ont pas eu bonne presse. Pour une raison bien

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====

simple: la préoccupation environnementale n'existant pratiquement pas, il ne pouvait décentement pas exister un journalisme pour en parler. Pourquoi faire de la place dans les journaux, toujours à la recherche d'une colonne à supprimer, pour des sujets que personne ne semblait désirer? Dans les années 50 et 60, seule la presse très marquée à droite, et parfois *l'Humanité* pour des questions d'aménagement et de destruction du littoral notamment, publièrent de grandes enquêtes sur des thèmes environnementaux. Mais il fallut attendre la fin des années 60 pour que l'approche environnementale se glisse progressivement dans les rubriques des quotidiens et, plus tard, des hebdomadaires. Et en 1968, contrairement à certaines idées reçues, il ne se passa pas grand chose dans le domaine de l'écologie. Dans la presse et ailleurs...

Au début, les journalistes spécialisés étaient instamment priés de s'en tenir aux problèmes de protection de la nature et de préservation des paysages. C'est sans doute ce qui permit en 1969-70 aux premiers spécialistes d'initier une grande campagne de protestation contre le projet d'amputation, au profit d'un promoteur immobilier, du tout récent parc national de la Vanoise (il avait été créé six ans plus tôt). Initiée par l'un des fondateurs de notre association, Jean Carlier, cette campagne d'articles et de pétitions eut un tel retentissement que le président de la République Georges Pompidou dut faire annuler le projet, lequel avait déjà été accepté malgré eux par les

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
responsables du parc. A cette époque, et cela dura longtemps, l'émission phare de la télévision dans notre domaine était "*La France défigurée*" de Louis Bériot et Michel Péricard. Même si elle gênait et suscitait de violentes réactions, cette émission, rappellent quelques-uns de nos adhérents, se situait dans la grande tradition française de la protection des paysages, c'est-à-dire du "décor" naturel. Les équilibres écologiques et les pollutions n'étaient pas encore des approches acceptables...

En fait, la première grande brèche ouverte aux pionniers du journalisme de l'environnement se situe en 1967, à l'occasion de la marée noire provoquée par la naufrage du pétrolier Torrey Canon au large de la grande-Bretagne, marée noire qui atteint ensuite les côtes françaises. Grâce à elle, si l'on peut dire, les journalistes spécialisés purent souligner les dangers d'un progrès qui ne prenait pas suffisamment de précautions pour préserver l'environnement. Or, cet accident survenait peu de temps après la publication en France de la traduction de plusieurs livres américains (tous best-sellers aux USA) tentant, chiffres et récits à l'appui, d'alerter l'opinion publique. Le plus célèbre de ces livres fut le "*Printemps silencieux*" de Rachel Carson. Plusieurs journalistes, à l'aube de leur spécialisation, s'empressèrent alors de les présenter à leurs lecteurs.

Du pétrole, les journalistes de l'époque passèrent facilement à des enquêtes concernant toutes les pollutions

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====

chimiques, la dégradation des mers et des eaux douces. Les revues de pêches, encore importantes et puissantes à l'époque, relayèrent de façon soutenue ces premiers efforts destinés à dénoncer les pollutions et à exiger l'application de la loi de 1964 sur l'eau. On retrouva le même phénomène et la même avancée de la sensibilisation après le naufrage de l'Amoco Cadix en 1978, tout comme on l'avait connu lors de l'accident de Seveso en 1976. Les journalistes en fonction à cette époque racontent volontiers comment les rédacteurs en chef se souvenaient soudain de leur existence et de leur spécialisation dans ces moments-là...

### **La bataille des années 70**

Nous sommes dans les premières années de la décennie 70. Vous êtes journaliste, donc vous savez qu'il y a un sujet à éviter, un sujet qui provoque un *niet* automatique de la part des rédactions en chef, un sujet pour lequel il faut redoubler de ruses pour l'aborder malgré tout: le nucléaire civil. C'était un sujet d'autant plus difficile, se souviennent nos plus anciens adhérents, que les militants antinucléaires écrivaient et propageaient beaucoup de fausses informations. Ce qui permit aux gouvernements et à l'EDF de bloquer pendant des années tout dialogue avec les écologistes... mais aussi avec les journalistes spécialisés! Un exemple: Claude-Marie Vadrot, actuel président des JNE, a ainsi été interdit de visite de centrales nucléaires

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
jusqu'en 1981 par les responsables d'EDF. Il a fallu une confrontation télévisée avec le président d'EDF Marcel Boiteux, lors d'une célèbre émission de Michel Polac, pour que cette interdiction soit officiellement levée!

En fait, comme le soulignent de nombreux membres des JNE interrogés, les journalistes spécialistes de l'environnement étaient souvent considérés, pendant toutes les années 70, comme des "*ennemis de l'intérieur*" par les pouvoirs publics; surtout lorsqu'ils mettaient en doute les choix énergétiques et la fiabilité de certaines centrales nucléaires. Le nucléaire, dont l'Etat était en train de mettre sur pied le programme d'équipement national que l'on connaît actuellement, fut un des grands sujets de la décennie. Il n'était pas souvent facile d'en parler dans la grande presse nationale et dans les journaux régionaux. A cette époque, les journalistes concernés ne pouvaient le plus souvent s'appuyer que sur les manifestations et les faits-divers entourant la contestation anti-nucléaire pour faire sortir de l'ombre un sujet. Il arrivait souvent, également, qu'ils soient considérés comme de véritables opposants, comme des professionnels faisant le jeu de la gauche et de l'extrême gauche alors que, plus qu'aujourd'hui encore, ils se répartissaient sur l'ensemble de l'échiquier politique (à l'exception de l'extrême-droite). A cet égard, il est amusant et pas forcément anecdotique de rappeler qu'au début des années 70, les deux adversaires les plus constants des journalistes spécialisés en environnement

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
furent un certain Raymond Barre et un certain Georges Marchais. Sans compter un ou deux ministres de l'Intérieur... Une mention particulière doit notamment être attribuée à l'ancien ministre de l'Intérieur Michel Poniatowski, qui accusa à plusieurs reprises les journalistes sceptiques envers le nucléaire civil d'être payés par les pays producteurs de pétrole...

A la suite de la tenue en 1972 de la Conférence mondiale des Nations-Unies sur l'environnement, à Stockholm, les années 70 ont vu la presse française s'ouvrir progressivement aux problèmes du gaspillage des ressources, à la question du pillage du tiers-monde et aux effets de la croissance démographique mondiale. Les publications et les rapports du "Club de Rome" jouèrent à l'occasion un rôle d'incitation et de référence. En 1974, la première candidature écologiste à la présidence de la République fut une occasion d'élargir la brèche. René Dumont put avoir les honneurs de la presse pendant quelques mois. C'était une façon de créer quelques habitudes.

Ces années-là, les journaux s'intéressèrent pour la première fois aux dangers des métaux lourds, tels que le cadmium, le nickel ou le mercure. La révélation, à la conférence de Stockholm, de l'affaire de Minamata fut un moment clé. Elle facilita la publication d'enquêtes sur la pollution des grands fleuves français et sur l'état de la Méditerranée. Par le biais de la propreté des plages, les journaux abordèrent également le problème de la pollution maritime et des pollutions telluriques.

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
Les journalistes les plus anciens de notre association se rappellent également que dans les journaux spécialisés et engagés, tout comme dans la presse nationale, l'un des sujets rois des années 70 fut la question des énergies nouvelles. Qu'il s'agisse de la biomasse, de l'énergie solaire ou de l'énergie éolienne, la vogue dura jusqu'au début des années 80. Elle contribua à la naissance de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME), créée à la demande de François Mitterrand. Laquelle fut dirigée initialement par un ancien responsable de la CFDT, Michel Roland. Il venait d'un syndicat ayant longtemps été, rappellent plusieurs journalistes, l'une des meilleures sources d'information sur les difficultés techniques et économiques du nucléaire civil. Puis, vers la fin de la décennie 70, les contestations à Creys-Malville (qui firent un mort en 1977), à Plogoff et ailleurs, aidèrent notablement les journalistes spécialisés à forcer les colonnes de leurs journaux. Tout comme la "*Gazette nucléaire*" (2) mensuel scientifique et critique animé par des scientifiques et des syndicalistes de la CFDT.

Il est clair que l'activisme des associations de protection de la nature et des écologistes politiques, au cours des années 70, fut un facteur très favorable au développement de l'activité des journalistes spécialisés en environnement. Les choses changeront avec les années 80, qui seront marquées par une baisse très nette de tonus et de militantisme des mouvements associatif (2) qui existe toujours (2 rue François Villon 91400 Orsay)

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
et écologiste.

Rappelons également que la question de la pollution de l'air (essentiellement les conséquences sur la forêt des pollutions acides dues au dioxyde de soufre, ou SO<sub>2</sub>) tint un moment la vedette au milieu des années 70. La pollution par les nitrates d'origine agricole fut également largement évoquée dans la presse vers la fin des années 70, malgré les farouches oppositions du lobby agricole. Mais ce dernier réussit ensuite à faire disparaître le sujet des "unes" pendant de longues années. Durant cette période, on parla aussi beaucoup des enquêtes publiques péalables aux aménagements organisées pendant les vacances, sans publicité et dans des conditions de confidentialité telles que le public avait difficilement accès aux dossiers. On se souvient aussi d'une première mode des vacances "vertes" et "différentes", qui offrit aux journalistes spécialisés des occasions pour aborder la question du développement que l'on n'appelait pas encore "durable", mais aussi de l'agriculture dite "biologique" et de la nécessité de respecter les espaces naturels.

Aujourd'hui, les choses ont changé. Le journaliste chargé de l'environnement dans une rédaction n'est généralement plus marginalisé. Il est de moins en moins assimilé aux "écolos" dont il rapporte, commente, critique ou prolonge les préoccupations et les dossiers, même s'il peut demeurer une méfiance résiduelle. En somme, il ne joue plus du tout le rôle de "porte-parole" des

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====

mouvements associatif et politique de l'environnement, lesquels le regrettent presque ouvertement d'ailleurs.

Depuis quelques années, les pionniers du journalisme d'environnement partent progressivement à la retraite. La grande majorité, qui adhère à notre association, a l'impression d'avoir fait du bon travail et d'avoir bien préparé leurs successeurs qui, s'ils sont bien moins militant, se sentent toujours "concernés". Ces défricheurs ont largement contribué à faire évoluer l'opinion et les politiques publiques. Voilà ce qu'ils disent dans leurs réponses à notre enquête, lorsqu'ils se retournent sur leurs carrières passées. Sensibilisés à l'exigence environnementale avant l'opinion publique et les décideurs qui nous gouvernent, ils ont largement profité de la montée de cette préoccupation dans la société. Nous leur devons beaucoup, en tant que journalistes bien sûr, mais aussi comme simples citoyens soucieux de notre cadre de vie et de l'avenir de nos enfants.

### **UNE ENQUETE MINUTIEUSE POUR COMPRENDRE**

Au printemps 1997, tous les membres de l'association des Journalistes-écrivains pour la nature et l'écologie, soit 290 personnes à jour de leur cotisation, ont reçu le questionnaire de quatre pages que l'on trouvera en annexe. L'enquête comportait à

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
la fois des questions précises et des questions "ouvertes" appelant les remarques et les réactions personnelles de chacun. Ce chapitre représente l'exploitation et l'analyse des réponses reçues; une exploitation qui porte aussi bien sur les résultats statistiques et les pourcentages qui se dégagent, que sur les notations ou les commentaires qui accompagnaient souvent les questionnaires retournés.

Sur les 105 questionnaires reçus en retour sur une période de trois mois, 91 étaient totalement exploitables. Les autres ont été remplis soit incomplètement, soit de façon fantaisiste, soit par des membres dont l'appartenance à l'association est très ancienne et ne correspond plus vraiment à ce qu'est aujourd'hui notre association; d'autres enfin n'exercent plus la moindre activité journalistique ou éditoriale. Néanmoins nous avons souvent utilisé la partie commentaire de ces quatorze questionnaires parfois écartés de l'utilisation statistique.

Cette utilisation des questionnaires retournés a été faite toutes formes de presse confondues. Nous nous sommes en effet rendus compte qu'une dissociation des résultats par type de presse n'avait pas grande signification et ne modifiait par sensiblement les résultats comme on pourra le constater en se reportant au chapitre traitant du contenu des journaux. Qu'il s'agisse de la presse quotidienne, des hebdomadaires, des radios, des télévisions ou des journaux spécialisés de moins en moins nombreux, il existe de toute évidence une cohérence entre ce que

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
vivent les journalistes ou assimilés dans leurs rédactions ou revues et ce qui est effectivement offert aux lecteurs, que ce soient ceux du *Monde*, de *Sciences et Nature* ou d'*Environnement magazine*.

Dernière remarque méthodologique: en ce qui concerne la fiabilité de l'enquête, il nous semble que le pourcentage des réponses reçues par rapport au chiffre total des membres et surtout par rapport aux membres actifs, limite fortement tout risque d'erreurs ou permet de le considérer comme marginal. En comptabilisant au fur et à mesure les résultats, nous avons constaté que les profils principaux et les réponses essentielles s'étaient "constitués" quasiment définitivement à partir du soixantième questionnaire. Malgré la diversité des organes de presse concernés, malgré des origines très différentes et bien que l'exercice du journalisme soit une activité très individualiste, les professionnels de l'écriture réunis dans notre association constituent un groupe cohérent dans ses réactions et par les problèmes qu'ils rencontrent. Cette homogénéité fait partie des surprises de cette partie de l'enquête.

Qui sommes nous ?

**Principalement des journalistes professionnels:** 74 %  
de ceux qui ont répondu étaient titulaires d'une carte de presse

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
validée en 1997. Ce qui signifie qu'environ 80 % des membres de l'association "encartés" ont répondu au questionnaire. Il ne s'agit là que d'une estimation puisque la possession d'une carte de presse n'est pas une condition d'appartenance à notre association. D'autre part, pour des raisons diverses, certains membres de l'association assurant l'essentiel de leurs revenus par des activités journalistiques et éditoriales n'ont jamais demandé à être titulaires d'une carte de presse ou n'ont pas renouvelé leur timbre depuis quelques années.

En fait la quasi-totalité des membres travaillant dans la presse nationale, ceux qui exercent leur activité à la radio et à la télévision ainsi que ceux qui ont une fonction importante ou régulière dans la presse spécialisée -nature ou environnement-, ont répondu au questionnaire.

**Permanents et pigistes à égalité:** 46 % de ceux qui ont été pris en compte sont des salariés permanents, 40 % sont des pigistes salariés. S'y ajoutent 14 % de divers, c'est à dire plus auteur ou conférencier que journaliste. Les membres de l'association qui exercent, provisoirement ou définitivement, une activité plus tournée vers les relations publiques ou les relations presse d'un organisme ou d'une association de protection de la nature ou une association d'écologistes, n'ont en général pas répondu au questionnaire. En 1997, 24 membres de l'association étaient dans cette situation. Lorsqu'ils ont rempli

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
le questionnaire, leur réponse a essentiellement été utilisée pour évaluer des évolutions et pour les commentaires car la plupart ont été auparavant journalistes.

**Des journalistes ayant de la bouteille:** l'ancienneté moyenne dans la profession (exclusivement pour ceux qui sont actuellement des journalistes salariés ou pigistes) est de 19 ans et demi. Quant à l'ancienneté dans la spécialisation, qu'elle soit partielle ou complète, elle est en moyenne de 15 ans. Chiffre qui souligne l'importance de la nouvelle vague de journalistes se consacrant à cette spécialité au cours des années 80.

Les plus anciens des spécialistes, notamment ceux qui ont commencé leur carrière dans les revues animalières ou dans les revues de pêche (très importantes et nombreuses au début des années 60), sont entrés dans la carrière largement avant le début des années 70. Certains, aujourd'hui à la retraite mais conservant plus ou moins des activités éditoriales, ont exercé à plein temps ou à temps partiel leur spécialisation dès le lendemain de la seconde guerre mondiale.

Quelques nouveaux journalistes "environnement" ont fait leurs premières armes dans la première moitié des années 70, mais c'est à partir du début des années 80 qu'une autre génération a commencé à prendre la relève; si l'on excepte ceux qui ont appris leur métier au cours des années 70 dans la presse parallèle et

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
surtout à la *Gueule Ouverte* ou au *Sauvage* avant d'exercer dans d'autres formes de presse. Il apparait clairement dans les réponses et dans les commentaires que cette génération des années 80 a voulu nettement privilégier le professionnalisme par rapport à l'engagement militant. Ce dernier n'a pas disparu, la liaison avec les "anciens" a été maintenue mais le passage de la dénonciation, même argumentée, à l'investigation environnementaliste est très visible. Il est ressenti comme un progrès par la nouveaux journalistes de l'environnement, même s'ils n'ont pas renoncé à une sensibilité particulière. Ce besoin de l'investigation, considéré aussi comme un moyen de mieux s'insérer dans une rédaction, a d'ailleurs souvent été également adopté par les journalistes plus anciens et venant d'une autre forme de presse ou de journalisme. En fait, cela se sent dans de nombreuses réponses, les "nouveaux" ont progressivement déteint sur les anciens.

**Des évolutions professionnelles contrastées:** 41,50 % estiment que leurs revenus liés à la spécialisation "environnement et nature" se sont améliorés depuis une dizaine d'années. 31,40 % estiment que leurs revenus liés à leur spécialisation ont stagné. 27 % estiment que leurs revenus liés à la spécialisation se sont dégradés.

Les raisons données sont:

- Evolution de l'intérêt des journaux... 43,20 %

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====

- Tarifs des piges en baisse..... 30,20 %

- Concurrence accrue..... 26,60 %

Des membres de l'association n'ayant pas compris l'importance de cette question ou la considérant probablement comme indiscrette, cette partie statistique sur les revenus provient de l'exploitation de 75 réponses seulement, les autres n'étant pas complètes ou trop vagues.

Une analyse prudente des commentaires fait apparaître que ce sont plutôt les journalistes spécialisés dans les problèmes de protection de la nature et des photographes qui ont vu leurs revenus baisser ou stagner. Le passage du statut de salarié permanent à celui de pigiste correspond également souvent, mais pas tout le temps, à une baisse de revenu, même si, au cours des dernières années, ces derniers se sont souvent tournés vers la publication de livres pour compenser les conséquences de leur nouveau statut. De l'avis général cependant, depuis le début des années 90, la production de livres liés à la nature et surtout aux problèmes d'environnement (pollutions, destructions, pillage du tiers monde, épuisement des ressources...) s'est considérablement ralentie. Assez nombreux sont ceux qui pensent que cette activité éditoriale devrait connaître un renouveau d'ici à la fin du siècle.

Au cours des dix dernières années, 24 % de ceux qui ont répondu sont passés du statut de salarié permanent à celui de pigiste. Mais, par ailleurs, ce qui peut apparaître comme une

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
"compensation", au cours de la même période, près de 20 % des journalistes spécialisés ont accédé à d'autres fonctions ou à d'autres responsabilités dans leurs organes de presse tout en conservant partiellement ou totalement leur spécialisation. Les réponses à cette partie du questionnaire font apparaître une double évolution: l'intérêt des journaux, radios et télévision pour les questions d'environnement et de nature a entraîné une amélioration des revenus, par reconnaissance de la spécialisation, d'une partie importante des journalistes salariés. Mais, en même temps, la raréfaction du nombre de revues et journaux spécialisés, tout comme la précarisation de la profession, ont entraîné une dégradation des revenus pour au moins un tiers des journalistes ou assimilés.

**Une rubrique en sursis ?** A la question " *si vous quittiez votre rédaction avez vous l'impression que vous seriez remplacé en tant que journaliste spécialisé*", 48 % les salariés permanents ou pigistes réguliers répondent par l'affirmative contre 45% qui pensent le contraire. Tandis que 7% ne savent pas ce qui se passerait après leur départ. Bien que ces réponses résultent d'appréciations subjectives, ces chiffres sont assez surprenant. Ils indiquent un certain sentiment d'insécurité.

Cette partie du questionnaire illustre, d'une façon moins nette que nous le pensions avant de mener l'enquête, que l'existence d'une rubrique ou d'une spécialisation nature ou

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
environnement dans un média généraliste est assez souvent liée à une personnalité, à des journalistes qui ont pris en main ce secteur depuis longtemps par choix personnel et lui assure une pérennité tant qu'ils sont là. Au moment de leur départ, quelle qu'en soit raison, la rubrique environnement est souvent reprise par le responsable des sciences, ce qui en change en général subtilement le traitement, même si l'opposition entre les journalistes d'environnement et les journalistes scientifiques n'est plus aussi vive qu'à la fin des années 70.

#### Sujets faciles et sujets tabous

Avec des questions sur ce qu'il est facile ou difficile de passer, sur les sujets qui provoquent des réactions de rejets ou bien sont "vendus" d'avance, sur les sujets que préfèrent ou refusent les rédacteurs en chef, nous avons tenté de comprendre comment les rédactions fonctionnaient et réagissaient par rapport aux journalistes spécialisés, qu'ils soient permanents ou pigistes réguliers. A chaque question, pour établir le classement des réponses, nous avons affecté le thème cité en premier de six points en allant jusqu'à un point pour le sixième puisque qu'il était demandé de fournir un classement portant sur six sujets. Lorsqu'un septième a été ajouté, nous l'avons éliminé et lorsqu'il y avait moins de six réponses nous avons "noté" de 6 à

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
x, selon le nombre des thèmes donnés, lequel n'a jamais été inférieur à trois dans les questionnaires utilisés.

**Les sujets les plus "faciles", l'eau et la nature:** si l'on ne tient compte que des thèmes cités en première et en seconde position, le classement obtenu après exploitation de 93 questionnaires, est le suivant:

- 1- Nature et vie sauvage
- 2- Pollution de l'eau
- 3- Pollution de l'air
- 4- Espaces et espèces protégés
- 5- Animaux familiers
- 6- Transports

Ce résultat, comme les réponses suivantes, donne une image très diversifiée des thèmes que les journalistes d'environnement sont amenés à traiter le plus souvent. Ce premier classement rappelle que ces journalistes spécialisés exercent dans un domaine finalement très vaste, comparable par sa variété à celui des journalistes scientifiques. Comme le ministère de l'environnement créé en 1971, les journalistes spécialisés ont peu à peu délimité et agrandi leur secteur en annexant progressivement des domaines qui appartenaient à d'autres spécialités. Avant Dominique Voynet, ils ont peu à peu couvert tout un champ d'informations qui est en fin de compte celui de l'aménagement du territoire" dans toutes

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
ses composantes. Qu'il s'agisse de protection de la nature ou de contestation dans le domaine des infrastructures ou des pollutions, la problématique environnementaliste, depuis le XIX ème siècle, n'a finalement jamais été rien d'autre qu'une contestation des choix en matière d'aménagement du territoire...

Dans beaucoup de journaux, le secteur politique, c'est à dire celui des Verts ou autres mouvements participant aux élections, est le seul qui soit souvent resté fermé ou difficilement accessible aux journalistes spécialisés: les responsables des rubriques politiques ne supportent guère que l'on piétine leurs plate-bandes. Les exceptions sont rares sauf au moment de la nomination d'un nouveau ministre de l'environnement. Cette situation, soulignent certaines réponses, a entraîné un certain nombre de contresens dans les jugements portés sur les mouvements ou partis d'écologie politique dans les médias car les spécialistes de la politique ont toujours tenté de les faire entrer dans leurs schémas en les considérant comme des partis "comme les autres".

Vient ensuite le classement tenant compte des six citations, toujours avec le système des points attribués aux six réponses (de 6 à 1). Un classement qui fait apparaître encore plus nettement la diversité de la spécialisation. Nous avons calculé le pourcentage de "points" recueillis par chaque thème par rapport au total des "points" attribués, une fois tous les

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
questionnaires utilisables dépouillés. Le classement, peu différent du précédent, mais évidemment plus dilué, est le suivant:

|                                     |            |
|-------------------------------------|------------|
| 1- Nature et vie sauvage.....       | 15,80 %    |
| 2- Pollution de l'eau.....          | 15,00 %    |
| 3- Pollution de l'air.....          | 13,30 %    |
| 4- Espaces et espèces protégés..... | 9,30 % (1) |
| 5- Animaux familiers.....           | 5,60 %     |
| 6- Paysages.....                    | 5,20 %     |
| 7- Effets sur la santé.....         | 4,80 %     |
| 8- Transports.....                  | 4,50 %     |
| 9- Forêts.....                      | 4,00 %     |
| 10- Urbanisme.....                  | 3,60 %     |
| 11- Nucléaire.....                  | 3,60 %     |

Puis, dans l'ordre mais avec des pourcentages si faibles qu'ils n'ont plus guère de signification:

- 12- Pollution des sols
- 13- Déchets
- 14- Mouvement associatif
- 15- Ecologie mondiale
- 16- Diversité biologique
- 17- Energies nouvelles
- 18- Agriculture bio
- 29- Développement durable

Le 12 juillet 1997 - 17:57

- =====
- 20- Le ministre de l'environnement
  - 21- Environnement et développement
  - 22- Ecologie politique
  - 23- Manipulation génétique des plantes
  - 24- Chasse
  - 25- Désertification
  - 26- Education à l'environnement

Certains thèmes (voir le questionnaire en annexe) qui figuraient dans la liste proposée n'ont jamais été mentionnés. La remarque vaut pour la question suivante.

(A passer en note)

(1) Evidemment, pour les profanes, ce thème peut paraître ne pas se distinguer de "Nature et vie sauvage" classé en premier. Mais dans leurs réponses, les journalistes ont nettement fait la différence et ne les ont pratiquement jamais "jumelés". Par espaces et espèces protégées, l'on entend généralement le fonctionnement et la création des parcs nationaux, des réserves naturelles, des arrêtés de biotope et les parcs naturels régionaux; ainsi que la vie ou la survie des espèces, animales ou végétales, protégées par la loi du 10 juillet 1976. Par exemple, un article portant sur la ré-introduction de l'ours brun dans les Pyrénées ou sur un acte de chasse illégal contre une espèce protégée ou une article portant sur la création sans cesse retardée du parc national de Guyane seront considérés comme

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
portant sur le thème "espaces et espèces protégées". Par contre, un article sur la découverte de la vie marine des oiseaux en mer d'Iroise ou sur les randonnées nature dans le Vercors seront classés dans le thème "Nature et vie sauvage".

**Les sujets les plus difficiles, la chasse et le**

**nucléaire:** voici la liste, sortant dans des questionnaires, des thèmes les plus difficiles à faire accepter par une rédaction ou un rédacteur en chef. Pour établir les deux listes, nous avons utilisé le même système de notation par points de 6 à 1 que pour la question précédente.

Classement ne tenant compte que des thèmes cités en première ou en seconde position.

- 1- La chasse
- 2- Le nucléaire
- 3- Le mouvement associatif
- 4- La souffrance animale
- 5- le développement durable
- 6- l'écologie politique

Classement tenant compte des six réponses. Le résultat est sensiblement différent du précédent, même si les mêmes thèmes reviennent au début du classement.

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====

|  |         |
|--|---------|
| 1- La chasse.....                      | 13,70 % |
| 2- Le mouvement associatif.....        | 13,40 % |
| 3- Le nucléaire.....                   | 10,40 % |
| 4- L'écologie politique.....           | 8,30 %  |
| 5- La souffrance animale.....          | 8,30 %  |
| 6- Pollution/écologie mondiale.....    | 6,60 %  |
| 7- Développement durable.....          | 6,60 %  |
| 8- Environnement et développement..... | 5,40 %  |
| 9- Animaux familiers.....              | 3,90 %  |
| 10- Agriculture bio.....               | 3,80 %  |

Puis, dans l'ordre mais avec des pourcentages qui n'ont plus grande signification, les manipulation génétique, le transport, l'épuisement des ressources, la désertification, le ministre de l'environnement, les énergies nouvelles, la pollution de l'air, les forêt, l'urbanisme, l'épuisement des ressources et les déchets. La place de la pollution de l'air est étonnante, mais il ne faut probablement pas confondre la "difficulté" à convaincre un rédacteur en chef (encore! L'air!...) et l'aboutissement de la pression exercée. De plus, il existe des modes parfois éphémères...

**Des classements qui ne sont pas si surprenants:** lorsque l'on exclue les réponses des salariés ou des pigistes travaillant quasiment exclusivement pour des revues traitant de la nature (donc a priori peu favorables à la chasse), la seule modification

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
visible (mais peu importante en pourcentage) est le passage de la  
chasse de la première à la deuxième position. Cette question de  
la chasse, comme on le répétera plus loin sous une forme  
différente, est donc bien une constante qui biaise (par son  
importance démesurée) tout ce qui se dit, s'écrit et se prépare  
dans le domaine législatif et politique dans le domaine de la  
protection de la nature. Il s'agit d'un domaine parfaitement  
irrationnel, les commentaires le soulignent

Il est évident que les notions de "faciles" ou de  
"difficiles", que l'on envisage la question posée ou les réponses  
fournies, sont marquées d'une certaine subjectivité. Elles  
traduisent d'abord, comme dans d'autres domaines d'exercice du  
journalisme, l'idée qu'un directeur ou un rédacteur en chef se  
du lecteur et de ses intérêts. Ces réponses traduisent ensuite à  
la fois ce qu'il est difficile ou facile de faire accepter à la  
rédaction en chef ou à l'ensemble de la rédaction mais aussi la  
force de conviction dont il faut user pour convaincre que tel  
thème est intéressant, même en dehors d'une actualité brûlante.  
Une force de conviction dont l'efficacité est liée à l'âge du  
journaliste, à sa position hiérarchique, à son ancienneté dans la  
profession ou dans la spécialisation ainsi qu'à son "image" dans  
la rédaction. Car il est vrai qu'à tort ou à raison, une partie  
des journalistes spécialisés sont encore ressentis dans leurs  
rédactions comme étant des "militants".

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
Il suffit parfois, et ce n'est pas d'une importance négligeable, qu'une autoroute s'approche de la maison de campagne d'un rédacteur en chef ou d'un directeur de rédaction ou que des doutes surgissent sur la fiabilité d'une centrale nucléaire pas très éloignée de cette même maison de campagne, pour que "la défense de l'environnement" ou les reportages sur le risque nucléaire deviennent, durablement ou provisoirement, un thème important pour un journal ou une revue.

Les difficultés rencontrées pour traiter des problèmes de la chasse, relèvent probablement du même type de démarche. Les milieux politiques, économiques et médiatiques pratiquent en général la chasse en tant qu'activité sociale collective depuis des dizaines d'années. Dans les dernières années du XIX ème siècle, les premiers protecteurs de la nature se plaignaient déjà de ne pas pouvoir aborder la question (des abus) de la chasse dans la presse parce que les directeurs de journaux. Les hommes politiques avaient l'habitude de se retrouver à des parties en général symbolisées par des "tableaux de chasse" impressionnants dont les photos étaient publiés dans les journaux. Dans le passé, il a parfois suffit d'un Président de la République chasseur (Giscard d'Estaing) ou d'un Premier ministre (Alain Juppé) représentant une région réputé pour l'opiniâtreté de ses chasseurs, pour dissuader certains journaux de trop se préoccuper de la chasse et même pour dissuader le gouvernement de modifier le droit de chasse. Il s'est même trouvé un ministre de

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
l'environnement dont la base politique se trouvait dans le sud de la France pour protéger des chasseurs pratiquant leur sport dans des zones ou à des dates interdites. Ce ministre de l'environnement, un certain Dumas, a évidemment pesé de tout son poids, le temps qu'il a été en poste, pour éviter au maximum que les sujets chasse polémiques soient abordés.

Toutes ces digressions et précisions ne constituent en fait qu'une illustration de certaines déviations de la protection de l'environnement qui tend parfois, et de plus en plus, à se transformer en "écolo-égoïsme".

Pour être complet il faut également signaler -des questionnaires y font directement allusion- que la place accordée à un certains thèmes environnementaux est en général directement liée -au moins dans une partie des journaux-, aux succès ou aux échecs électoraux des Verts ou assimilés. De ce point de vue, la fin des années 80 et le début des années 90 ont constitué une sorte d'âge d'or, même si -dans le souvenir des journalistes-, cette période ne semble pas avoir entraîné de modification très sensible de l'ordre de préférence des thèmes traités. En tout étant de cause, les directions des journaux évitent généralement de confier le suivi "politique" des écologistes aux journalistes qui traitent des questions d'écologie et d'environnement. Surtout quand ces mouvements deviennent importants...

Les réponses traduisent donc ainsi l'état du rapport de force ou de conviction qui existe dans les rédactions sur les

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
 questions de nature et d'environnement. Nous avons cherché, avec les deux questions suivantes, à affiner la situation des différents thèmes.

**Les "bons" et les "mauvais sujets:** la question posée était simple mais encore subjective, *"Quels sont les thèmes qui sont l'objet d'une réaction de rejet de la part de la rédaction en chef ou de la direction du journal?"*

Les réponses nous ont confirmé, grâce à des commentaires, que les réactions étaient à la fois motivées et irrationnelles.

Un classement de trois réponses était demandé. Nous avons également utilisé la notation dégressive de trois à un point pour effectuer ce classement. Mais il faut noter qu'un tiers des questionnaires ne comportait qu'une ou deux réponses.

|  |         |
|--|---------|
| 1- Chasse.....                         | 15,70 % |
| 2- Ecologie politique.....             | 15,70 % |
| 3- Développement durable.....          | 14,40 % |
| 4- Mouvement associatif.....           | 12,50 % |
| 5- Nucléaire.....                      | 8,60 %  |
| 6- Agriculture bio.....                | 8,30 %  |
| 7- Démographie.....                    | 6,00 %  |
| 8- Ecologie mondiale.....              | 5,70 %  |
| 9- Le ministre de l'environnement..... | 4,50 %  |
| 10- Urbanisme.....                     | 4,10 %  |

Le 12 juillet 1997 - 17:57

- =====
- 11- Manipulations génétiques des plantes..... 3,20 %
  - 12- Protection des sites..... 1,00 %

Il restait logiquement, selon le même système de classement, à tenter de savoir quels étaient les sujets "vendus d'avance"?

- 1- Nature et vie sauvage..... 22,10 %
- 2- Pollution de l'air..... 18,70 %
- 3- Pollution de l'eau..... 17,70 %
- 4- Effets sur la santé..... 13,30 %
- 5- Paysages..... 10,30 %
- 6- Animaux familiers..... 5,90 %
- 7- Forêts..... 4,90 %

La réponse à cette question est cohérente par rapport à la situation des thèmes dans les rédactions et cette réponse et logique par rapport aux précédentes questions. Toutes ces réponses sont également globalement cohérentes, on le verra plus loin, avec le classement des thèmes qui ont les faveurs des journaux nationaux ou régionaux d'information générale.

Nous avons cherché à compléter cette approche par une question sur les critères qui pouvaient, selon les journalistes, déterminer l'attitude d'un média ou de son responsable par rapport aux thèmes proposés par les spécialistes. La question était ouverte. Il n'a malgré tout pas été difficile d'opérer un

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
classement de ces critères qui sont, dans l'ordre décroissant  
d'importance:

- 1- Le sujet est à la mode
- 2- Cela intéresse le lecteur au quotidien
- 3- Il y a une actualité
- 4- Le thème est original
- 5- Avec ce thème on ne risque pas de se fâcher avec le service de la publicité et on peut même l'intéresser.

Ce qui tendrait à prouver, mais peut-on dire que cela concerne seulement l'environnement, que les journaux ne cherchent plus vraiment à être originaux, préférant simplement s'insérer sans risque dans "l'air du temps"...

Les conditions d'exercice de la spécialisation

### **Les pressions sur les journalistes d'environnement**

Nous avons d'abord cherché à savoir quel était le poids éventuel de la publicité sur la rédaction et si les journalistes se trouvaient ou non confrontés avec les exigences ou les interdictions de cette publicité. Sur ce point, 79 questionnaires étaient exploitables. Ensuite, nous nous sommes intéressés aux pressions exercées par les politiques.

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====

## La publicité

- 46 % des journalistes affirment sentir le poids de la publicité sur les thèmes environnementalistes
- 54 % des journalistes affirment ne pas sentir le poids de la publicité sur le choix des thèmes et le contenu des articles.

Pour être complet il faut signaler que contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce n'est pas dans la presse nationale d'information générale que le poids des annonceurs se fait le plus sentir sur le choix des sujets ou le contenu des papiers liés à la nature ou à l'environnement. On trouve dans l'ordre, les tentatives de pression dans la presse municipale ou citadine, dans la presse spécialisée puis dans la presse régionale.

## Les hommes politiques

Sur ce point 76 questionnaires étaient exploitables et comportaient des réponses complètes. Nous n'avons pris en compte que les réponses affirmatives et le pourcentage est calculé, pour chaque type de personnalités politiques, par rapport au 76 réponses utilisées.

- 44 % sentent le poids des élus ou des hommes politiques régionaux.
- 34 % sentent le poids des élus ou hommes politiques locaux (donc, 64 % ne le sentent pas) mais le pourcentage est bien plus élevé si on ne consulte que les journalistes régionaux et surtout ceux de ce que l'on appelle les "city magazine".



Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
exprimé est, en substance, le suivant: "vous oubliez de faire des articles lorsque nous faisons planter des arbres et vous donnez systématiquement la parole aux contestataires ou vous répercutez les protestations de ceux qui contestent les aménagements que nous entreprenons". Plusieurs questionnaires mentionnent explicitement ce "malentendu" en soulignant que la plupart de ces élus locaux ou régionaux ont tendance à confondre, de bonne ou de mauvaise foi, l'aménagement d'espaces verts ou les campagnes de propreté en ville avec l'écologie. Très souvent, dans les conseils municipaux, la pose de poubelles ou les campagnes destinées à limiter les "dégâts des chiens" sur les trottoirs sont assimilés à de l'écologie. Certains élus voudraient que l'on célèbre leurs vertus d'écologistes à chaque fois qu'ils plantent un arbre ou achètent une machine à débarrasser les trottoirs des merdes de chiens. Tout en refusant souvent de considérer comme une démarche "écologiste" les demandes d'associations en faveur des pistes cyclables.

Les conflits sont d'autant plus fréquents que les grands journaux régionaux disposant d'un spécialiste de l'environnement sont de plus en plus nombreux et qu'il s'agit en général de jeunes journalistes qui ne se laissent pas faire. Mais ce sont aussi ceux-là qui, le plus souvent, ont expressément demandé à l'association de ne pas les citer nommément dans nos commentaires.

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====

Ces journalistes régionaux ou locaux sont aussi ceux qui expliquent souffrir le plus de la "guerre de communiqués ou de déclarations" que se livrent dans leurs journaux, les élus locaux ou régionaux d'une part et les associations ou comité de défense d'autre part. Un dialogue institutionnel qui, disent-ils, ne fait plaisir qu'à ceux qui envoient les communiqués et "mangent" la place qui devrait être consacrées à des enquêtes sur les points qui opposent les uns et les autres; alors que ces dernières sont largement plus lues (le courrier en témoigne) que les proclamations des protagonistes qui se définissent à chaque fois que surgit un problème d'aménagement ou d'environnement. Mais la maladie des communiqués qui ne sont lus que par leurs auteurs, même si elle touche beaucoup notre secteur, n'est pas le seul apanage des questions d'environnement.

Le faible pourcentage des journalistes, toutes presses confondues, qui observent des tentatives de pressions nationales, montre ou rappelle qu'à ce niveau les choses se passent bien mieux depuis quelques années. Y compris lorsque les enquêtes ne sont pas tendres pour le(s) gouvernement(s) et les organismes dont ils assurent la tutelle. Certains de ces élus ont souvent des attitudes différentes lorsqu'ils sont à la fois responsables régionaux et responsables nationaux, ils protestent pour les questions régionales et se taisent au niveau national. La fin du cumul des mandats, évoqué par le nouveau gouvernement socialiste,

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
devrait épargner aux responsables politiques les affres de cette schizophrénie...

### **Une liberté...sous contrôle!**

Dans ce domaine des conditions d'exercice de la spécialisation, la dernière question posée concernait la possibilité ou non d'être polémique dans le traitement ou la présentation de l'information. La réponse peut être considérée soit comme étant en partie contradictoire avec ce qui précède soit comme rappelant que la majorité des journalistes savent (ou ont la possibilité de) résister aux pressions politiques. Il faut simplement remarquer au passage que seuls 71 questionnaires ont répondu à cette question. Probablement parce que, dans les faits, la "question de se pose pas", hélas, pour une partie des pigistes.

- 25 % n'ont pas la possibilité ou la liberté d'être polémiques sur les sujets qu'ils traitent.
- 75 % ont la possibilité d'être polémiques dans le traitement de l'information environnementaliste mais nombreux sont ceux qui mentionnent spontanément "sauf sur les questions liées à la chasse". Une précision (non sollicitée par le questionnaire, il faut le souligner) qui nous ramène aux réponses précédentes.

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====

## Ce qui a vraiment changé

La dernière question précise dont nous avons exploité les réponses était une question ouverte et elle concernait les changements intervenus, au yeux des journalistes, dans la façon de traiter les questions d'environnement et de protection de la nature au cours des dix dernières années. Les réponses qui reviennent le plus fréquemment, et que nous avons regroupées par famille d'idées, se classent dans l'ordre suivant:

- 1- On parle plus de l'impact des questions d'environnement sur les gens.
- 2- On publie moins de sujets de fond.
- 3- Les articles sont nettement plus courts.
- 4- L'environnement devient une rubrique comme les autres. Certains le regrettent, d'autres trouvent qu'il s'agit d'une évolution normale et plutôt rassurante.
- 5- On a plus recours au sensationnalisme, l'environnement devient une sorte de "fait-divers".
- 6- Les questions mondiales intéressent de moins en moins.
- 7- Les relations nord sud, le pillage du tiers monde intéressent de moins en moins. Si on relie cette réponse à la réponse n°6, l'ensemble se retrouve alors en cinquième position mais nous avons estimé que ce n'était pas tout à fait la même chose.

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
8- Les journalistes ont de moins de moins de temps et de moyens financiers pour mener leurs enquêtes.

### **La pression croissante de la communication**

De nombreux questionnaires ajoutent -en commentaires- mais sans toujours le lister dans les changements ce qui explique que cet aspect ne soit pas classé, que la pression des services de relations publiques des entreprises et des organismes d'Etat est à la fois de plus en plus forte et de mieux en mieux exercée. Depuis le début des années 90, les dossiers de communication, qu'ils émanent des collectivités territoriales ou des entreprises sont de plus en plus envahissants. Au point de devenir une "pression permanente" parce qu'ils représentent une information gratuite directement utilisable ou exploitable si l'on ne cherche pas, ce qui est le cas de certaines rédactions en chef, à exercer une attitude systématiquement "critique". L'exemple le plus souvent cité est celui de l'organisme chargé de construire le Canal Rhin-Rhône et qui poussait l'habileté jusqu'à fournir aux journalistes une partie (une partie seulement, bien sur) des arguments des adversaires de ce projet. Il en est souvent de même pour les promoteurs de projets autoroutiers qui poussent l'astuce jusqu'à présenter des alternatives de tracé destinés à servir de repoussoirs...

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====

## Une transparence difficile

On note aussi qu'une trentaine de journalistes se posent des questions, en quelques mots sur les questionnaires ou dans les commentaires, sur l'apparente (et indéniable, malgré tout) amélioration de l'accessibilité des sources et des dossiers. Nombreux sont ceux qui reconnaissent donc, c'est une évolution souvent soulignée, que les informations sont nettement plus accessibles que dans les années 70 et que la décennie 80 a permis une libération des dossiers. Mais les mêmes parfois, remarquent qu'il existe encore, dans le domaine de l'aménagement du territoire et des statistiques de santé des zones d'ombre importantes. Notamment parce que les lois de la fin des années 70 excluent la publicité ou l'accessibilité des documents préparatoires à un projet.

D'une part les organismes publics ou para-publics préfèrent garder pour eux des statistiques ou des enquêtes "de peur qu'elles soient mal utilisées"; et d'autre part les collectivités locales ou régionales s'efforcent souvent de limiter la diffusion des informations, mêmes lorsqu'elles sont recueillies ou détenues par des organismes publics ou para-publics. C'est ainsi que de nombreuses Direction régionales du ministère de l'environnement (les DIREN) ne sont pas totalement libres par rapport aux élus locaux et régionaux qui tentent d'exercer, avec plus ou moins de succès selon les régions, une censure de fait sur les statistiques et sur la préparation des grands projets

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
d'aménagement. Cette situation peut expliquer les difficultés que rencontre l'Institut Français de l'Environnement (IFEN) pour être exhaustif dans sa tâche de collecte et de mise en forme de tous les chiffres, toutes les statistiques, tous les "états des lieux" concernant de près ou de loin les questions d'environnement et de protection de la nature.

Enfin, toujours dans ce domaine de l'accessibilité des sources se pose une *vraie* question paradoxale: le fait qu'au cours des 20 dernières années, grâce à l'évolution des moeurs politiques et administratives, grâce à la loi de 1978 sur l'accès aux documents administratifs et grâce à la pression des journalistes spécialisés, un plus grand nombre d'informations soit désormais disponibles n'a-t-elle pas entraîné leur banalisation? Le corollaire de cette banalisation étant une acceptation, une résignation, des "dégâts du progrès" par l'opinion publique pour reprendre l'expression utilisée par la CFDT dans les années 70. A tel point que des informations inquiétantes, mais connues depuis longtemps, peuvent désormais être considérées comme étant sans intérêt par des journaux, parce qu'elles sont justement trop connues et trop commentées. Plusieurs membres de l'association posent directement ou indirectement ce type questions lorsqu'ils évoquent l'évolution de la spécialisation dans la dernière partie de l'enquête. Ils remarquent par exemple qu'une longue bataille des journalistes et des associations a aboutit à une relative transparence en ce qui

Le 12 juillet 1997 - 17:57

=====  
concerne la propreté des plages mais que si la diffusion du nom  
des baignades douteuses ou dangereuses (plus en eau douce qu'en  
bord de mer) provoque en général la protestation ou l'indignation  
des municipalités, elle n'empêche pas le public de s'y baigner.  
Tout comme la publication régulière, donc d'une certaine façon  
banalisée, d'informations précises sur les conséquences de la  
pollution de l'air ne dissuade pas beaucoup d'automobilistes de  
renoncer à leur voiture en ville.

Mais que le lecteur se rassure, nous n'allons pas exiger que  
les organismes publics remettent tous leurs dossiers dans leurs  
 tiroirs. Après avoir informé, il nous faut probablement désormais  
également convaincre...